

Unité bidépartementale Eure Orne  
cité administrative - place Bonet  
6101 ALENCON CEDEX

Alençon, le 18/01/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETE VALORISAT**

ZI Artisanale Les Fourneaux  
61500 Sées

Références : 61-2023-214

Code AIOT : 0005304642

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETE VALORISAT implanté ZI Artisanale Les Fourneaux 61500 Sées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETE VALORISAT
- ZI Artisanale Les Fourneaux 61500 Sées
- Code AIOT : 0005304642    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Depuis février 2005, la société SEP VALORISATION est implantée à Sées, zone industrielle Les Fourneaux, sur une superficie d'environ 10 hectares. L'exploitation est autorisée par un arrêté préfectoral du 2 octobre 2013, pour des activités de compostage de déchets verts et d'entreposage et broyage de déchets de bois.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des rejets aqueux
- Sécurité incendie
- Classement du site

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	--	-----------------------

5	Valeurs limites - eaux	Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 4.3.8	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
8	entretien des moyens	Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 7.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
9	Stockage en îlots	Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 8.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
10	Modifications	Code de l'environnement du 18/09/2000, article L.181-14	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 Mois
11	Classification des installations	Code de l'environnement du 18/09/2000, article R.511-9	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 10.2.4	
2	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 4.2.2	
3	Gestion des eaux – compostage	Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 4.3.5.a	
4	gestion des eaux – autres zones	Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 4.3.5.b	
6	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	
7	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 7.6.2	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Cinq non-conformités ont été relevées lors de cette inspection:

- point n°5 : les paramètres hydrocarbures totaux, plomb, chrome, cuivre et zinc n'ont pas été analysés lors du dernier prélèvement d'eaux avant infiltration ;
- point n°8 : la réserve incendie en bache souple est implantée à proximité immédiate (environ 6 m) d'un andain de bois broyé et l'aire située devant le poteau d'aspiration est occupée par des entreposages de matières combustibles ;
- point n°9 : plusieurs îlots de déchets de bois ont une hauteur supérieure à 3 m (hauteur estimée jusqu'à 5 m) ;
- point n°10 : une case d'entreposage d'encombrants en transit d'une capacité d'environ 600 m<sup>3</sup> a été créée sur le site, sans faire l'objet d'un porter-à-connaissance de modification des installations. Le site dispose de l'autorisation pour la rubrique 2714 mais le tableau de classement précise que seuls des déchets de bois sont autorisés ;
- point n°11 : une case d'entreposage d'ordures ménagères en transit d'une capacité estimée à 600 m<sup>3</sup> a été créée sur le site. Cette activité est exercée à défaut de déclaration au titre des ICPE. Selon le registre déchets, environ 350 tonnes d'ordures ménagères ont transité par le site en octobre 2023.




## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : niveaux sonores


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 10.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des Installations Classées pourra demander.
<b>Constats :</b> La dernière mesure a été réalisée par EMT Environnement en février 2023, en période de jour. Selon le rapport présenté par l'exploitant, aucun dépassement des valeurs limites définies par les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 02/10/2013 n'a été mesuré, ni en valeur absolue ni en émergence.
<b>Respect de la prescription :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




## N° 2 : plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan des réseaux (alimentation en eau, des eaux pluviales susceptibles ou non d'être polluées, des eaux usées et des eaux de procédés) est établi par l'exploitant. Il est régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable, daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Il doit faire apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés;</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (compteurs, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ...);</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général, sur lequel les réseaux d'alimentation en eau et d'eaux usées sont figurés.</p> <p><b>Demande associée au point n°2 :</b> l'exploitant complètera son plan des réseaux en y reportant la localisation des vannes de confinement.</p>
<b>Respect de la prescription :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Gestion des eaux – compostage


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 4.3.5.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Gestion des eaux – compostage
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Plate-forme de compostage La plate-forme de compostage est entièrement imperméabilisée. Les eaux de ruissellement provenant de la plate-forme de compostage s'écoulent vers un collecteur et sont envoyées dans un bassin tampon étanche de 1 000 m <sup>3</sup> séparé en 2 parties: <ul style="list-style-type: none"><li>• une partie de 300 m<sup>3</sup> servant de réserve d'eau pour les besoins d'arrosage des andains,</li><li>• une partie de 700 m<sup>3</sup>, équipée d'un débit de fuite et d'une vanne de fermeture, s'écoulant vers un fossé puis vers un bassin d'infiltration. Le bassin tampon étanche et le bassin d'infiltration sont mis en place dans un délai maximum de 6 mois après notification du présent arrêté.</li></ul>
<b>Constats :</b> Selon les observations visuelles et les déclarations de l'exploitant, les eaux issues de la plateforme de compostage sont dirigées vers un bassin unique, sans exutoire.  <b>Demande associée au point n°3 :</b> l'exploitant justifiera du dimensionnement du bassin de récupération des eaux issues de la plateforme de compostage fonctionnant en « circuit fermé ».
<b>Respect de la prescription :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : gestion des eaux – autres zones

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 4.3.5.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - gestion des eaux – autres zones
<b>Prescription contrôlée :</b> La plate-forme Bois Énergie est entièrement imperméabilisée. Les eaux de ruissellement provenant de la plate-forme Bois Énergie ainsi que des autres zones imperméabilisées (hors plate-forme de compostage) sont envoyées, après passage dans un séparateur d'hydrocarbure, dans un bassin tampon étanche de 1000m3, équipée d'une vanne de fermeture. Ce bassin tampon étanche de 1 000 m3 pourra être également utilisé pour confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie. Les eaux contenues dans ce bassin tampon peuvent être évacuées, après contrôle de leur qualité, vers le bassin d'infiltration défini en a).
<b>Constats :</b> La présence de ces équipements a été observée lors de l'inspection. Le bassin d'infiltration est uniquement relié au bassin pour les eaux issues de la plateforme de stockage de bois et pas à la plateforme de compostage.
<b>Respect de la prescription :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>



## N° 5 : Valeurs limites - eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Valeurs limites - eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont d'abord recueillies dans des bassins tampons étanches. Ces bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées dans le bassin d'infiltration qu'après contrôle de leur qualité.</p> <p>Les prélèvements sont faits:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le bassin de 700 m3 recevant le trop-plein des effluents issus du bassin de 300 m3 recueillant les eaux de ruissellement de la plate-forme de compostage,</li><li>• dans le bassin tampon de 1 000 m3 recevant les eaux de ruissellement de la plate-forme Bois Énergie et des autres surfaces imperméabilisées. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le bassin d'infiltration, les valeurs limites en concentration définies ci-après (tableau non reproduit)</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un bordereau d'analyse par AUREA, sur un échantillon "bassin bois" prélevé le 18/10/2023. Les paramètres analysés respectent les valeurs limites (DCO, DBO, Azote total et phosphore).</p> <p><b>Non-conformité associée au point n°5 : Les paramètres hydrocarbures totaux, plomb, chrome, cuivre et zinc n'ont pas été analysés lors du dernier prélèvement d'eaux avant infiltration.</b></p>
<b>Respect de la prescription :</b>  Non Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 Mois

## N° 6 : Registre déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques - Registre déchets

### Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

### Constats :

L'exploitant a transmis un registre des réceptions et des expéditions des déchets, extrait du logiciel de son pont-bascule, « Precia Molen », comprenant l'ensemble des informations requises, à l'exception des codes SIRET.


**Demande associée au point n°6 : l'exploitant complètera ses registres déchets avec les codes SIRET appropriés.**

**Respect de la prescription :**  Conforme


**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 7 : Moyens d'intervention


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• une réserve d'eau constituée au minimum de 540 m<sup>3</sup> d'eau, avec une aire à proximité permettant le stationnement d'un véhicule de défense incendie. Cette réserve est mise en place dans un délai maximum de 6 mois après notification du présent arrêté. L'emplacement de cette réserve est clairement signalée;</li><li>• des extincteurs à poudre et/ou à CO<sub>2</sub> selon le risque concerné localisés:<ul style="list-style-type: none"><li>◦ un dans le bâtiment d'accueil, les bureaux et locaux sociaux,</li><li>◦ un dans chaque engin et camion;</li></ul></li><li>• des extincteurs 50 kg ABC sur roues:<ul style="list-style-type: none"><li>◦ un près de la cuve à gas-oil,</li><li>◦ un en bordure de la plate-forme de stockage de rondins,</li><li>◦ un en bordure de la plate-forme de bois brut et de bois broyé,</li><li>◦ un en bordure de la plate-forme de compostage.</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> Le site dispose d'une réserve sous forme de bâche souple de 540 m <sup>3</sup> et d'un parc de 11 extincteurs, de 2kg à 50 litres.
<b>Respect de la prescription :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 8 : entretien des moyens

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - entretien des moyens
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés et essayés chaque semestre. De plus, ils sont contrôlés au moins une fois par an par un organisme agréé. Des exercices incendie ont lieu semestriellement. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les extincteurs ont été vérifiés et remplacés au besoin, le 20/03/2023 par Eurofeu.  <b>Non-conformité associée au point n°8 :</b> La réserve incendie en bâche souple est implantée à proximité immédiate (environ 6 m) d'un andain de bois broyé et l'aire située devant le poteau d'aspiration est occupée par des entreposages de matières combustibles. Cette situation rend la réserve d'eau indisponible pour les services de secours en cas d'incendie (réserve située dans les flux thermiques et impossibilité de branchement).
<b>Respect de la prescription :</b>  Non Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 Mois




## N° 9 : Stockage en îlots


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2013, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Stockage en îlots
<b>Prescription contrôlée :</b> Les flux de déchets de bois de catégorie A et B sont distincts. Ils sont stockés sur site de manière séparée. Tout mélange de bois de catégorie différente est interdit. Les produits stockés forment des îlots limités de la façon suivante: <ul style="list-style-type: none"><li>• Hauteur maximale des îlots: 3 mètres,</li><li>• Distance entre deux îlots: minimum 5 mètres, garantissant un accès facile entre les groupes de piles en cas d'incendie,</li><li>• L'éloignement des piles de bois de la clôture est au moins égale à la hauteur des piles. La plate-forme est quadrillée par des allées d'une largeur minimale de 5 mètres pour permettre l'accès des voitures de secours des pompiers dans les diverses sections du dépôt. A l'intersection des allées principales, les piles de bois sont disposées en retrait des allées, de manière à permettre aux voitures de braquer sans difficultés.</li></ul>
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité associée au point n°9 : Plusieurs îlots de déchets de bois ont une hauteur supérieure à 3 m (hauteur estimée jusqu'à 5 m).</b>
<b>Respect de la prescription :</b>  Non Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 Mois



## N° 10 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article L.181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité associée au point n°10 : Une case d'entreposage d'encombrants en transit d'une capacité d'environ 600 m³ a été créée sur le site, sans faire l'objet d'un porter-à-connaissance de modification des installations.</b> Le site dispose de l'autorisation pour la rubrique 2714 mais le tableau de classement précise que seuls des déchets de bois sont autorisés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit régulariser la situation en déposant un dossier de porter à connaissance auprès de l'inspection des installations classées.
<b>Respect de la prescription :</b>  Non Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 6 Mois

## N° 11 : Classification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Illégaux - Classification des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 2716: Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. La quantité susceptible d'être présente étant: - Supérieure ou égale à 1000m3 (enregistrement) - Supérieure ou égale à 100m3, mais inférieure à 1000m3 (déclaration)
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité associée au point n°11 : Une case d'entreposage d'ordures ménagères en transit d'une capacité estimée à 600 m3 a été créée sur le site. Cette activité est exercée à défaut de déclaration au titre des ICPE.</b> Selon le registre déchets, environ 350 tonnes d'ordures ménagères ont transité par le site en octobre 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit régulariser la situation en déposant un dossier de porter à connaissance auprès de l'inspection des installations classées.
<b>Respect de la prescription :</b>  Non Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 6 Mois